



iisd | Reporting Services

Bulletin du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Compte rendu quotidien du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire
Publié par l'Institut international du développement durable (IIDD)
en collaboration avec la FAO



EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/FOOD/WSFS2009/](http://www.iisd.ca/YMB/FOOD/WSFS2009/)
BULLETIN #1, VOLUME 150, NUMÉRO 5, MARDI 17 NOVEMBRE 2009

LES FAITS MARQUANTS DU SOMMET MONDIAL SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE LUNDI 16 NOVEMBRE 2009

Le troisième Sommet mondial sur la sécurité alimentaire s'est ouvert le 16 novembre 2009 au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome, en Italie. Après la cérémonie d'ouverture, les chefs de délégation ont adopté la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire. Les Chefs des délégations de 44 pays et organisations des Nations Unies, ainsi que Sa Sainteté le Pape Benoit XVI, ont fait des déclarations en séance plénière, pendant toute la journée. L'après-midi, les délégués ont tenu une table ronde parallèle sur les effets des crises alimentaire, économique et financière, sur la sécurité alimentaire.

PLENIERE D'OUVERTURE

Note de la rédaction: Pour la couverture textuelle et audio de certains des orateurs, visiter: <http://www.fao.org/wsfs/wsfs-addresses/wsfs-mondaypm/en/>

Le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a souhaité aux délégués la bienvenue au Sommet. Renato Schifani, président du Sénat italien, a souligné que l'accès à l'alimentation et à l'eau est un droit universel, et a encouragé un renouvellement du multilatéralisme pour l'élimination de la faim et des inégalités. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a indiqué qu'il ne pouvait y avoir de sécurité alimentaire sans sécurité climatique et a souligné l'importance des négociations de Copenhague sur le climat, attendus prochainement, et de la conclusion d'un accord sur un traité climatique juridiquement contraignant. Le maire de Rome, Giovanni Alemanno, a souligné que Rome était fière d'accueillir le Sommet.

Diouf a mis en garde que l'intérêt porté par la communauté internationale au problème de la faim dans le monde, est en déclin, comme l'indique l'absence, à ce Sommet, de certains dirigeants mondiaux importants. Il a appelé à davantage d'investissements dans l'agriculture pour vaincre la faim. Il a exprimé l'espoir de voir le Comité, réformé de la FAO, de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) servir de plate-forme internationale de premier plan pour un traitement efficace de la sécurité alimentaire.

Silvio Berlusconi, Premier ministre italien et président du Sommet, a souligné la nécessité de traduire les paroles en actes. Les délégués ont élu comme vice-présidents du Sommet : Mahaman Moussa (Niger); Li Zhengdong (Chine), Eva Kjer Hansen (Danemark), Michelle Bachelet Jeria (Chili); Abdul Latif Jamal Rashid (Iraq); Alonzo Fulgham (Etats-Unis) et David Carter (Nouvelle Zélande). Ils ont élu aussi des présidents pour les tables rondes. Les délégués ont adopté l'ordre du jour (WSFS 2009 / 1 Rev.1) et du calendrier des travaux (SFMS 2009/INF/1 Rev.1).

Mohammad Saeed Nouri-Naeeni, président du Groupe de travail à composition non limitée, a présenté la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, que les délégués ont adoptée par acclamation.

REUNION DE HAUT NIVEAU

Le leader de la révolution, Mouammar El-Gheddafi, JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE, a fait état de l'absence de nombreux pays riches, à la réunion, et a évoqué la dette due à l'Afrique pour bien des années de pillage colonial de ses

ressources. Il a demandé à la FAO de créer des banques de semences améliorées pour assurer la sécurité alimentaire. Le président Mohamed Hosni Moubarak, Egypte, a mis l'accent sur le droit fondamental à l'alimentation et a attiré l'attention sur l'indivisibilité de la sécurité alimentaire du développement durable et sur les pratiques commerciales injustes.

Qualifiant la faim de signe de pauvreté, le plus cruel et le plus palpable, Sa Sainteté le Pape Benoit XVI a déploré la faiblesse des mécanismes actuels de la sécurité alimentaire, et a encouragé un meilleur accès des pays pauvres aux marchés mondiaux.

Le président Luiz Inácio Lula da Silva, BRESIL, a partagé l'expérience de son pays dans la réalisation, en avance sur le calendrier, de l'Objectif du Millénaire pour le développement, consistant à réduire de moitié la pauvreté et la faim, d'ici 2015, grâce, notamment, à la volonté politique et des programmes sociaux en faveur des petits agriculteurs et des femmes. L'Emir cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, QATAR, a souligné que la pauvreté et la faim ne se rapportent pas seulement à la sécurité alimentaire, mais également à la sécurité de la planète. Soulignant que la coopération mondiale entre les gouvernements, face à la crise financière, a évité une grande dépression, la présidente Michelle Bachelet Jeria, CHILI, a souligné la nécessité d'une coopération sur la sécurité alimentaire afin de prévenir les catastrophes sociales.

Le président Danilo Türk, SLOVENIE, a mis en exergue l'importance de la cohérence des politiques, de l'évaluation de la vulnérabilité, de l'intervention rapide, de l'équilibre entre la production alimentaire et les émissions de gaz à effet de serre et du rôle des institutions, dans la sécurité alimentaire. Le président Bharrat Jagdeo, GUYANE, a suggéré de prendre à bras le corps la sécurité alimentaire en faisant campagne auprès des citoyens des pays industrialisés de manière à ce qu'une volonté politique soit suscitée chez leurs dirigeants, de fournir des financements au monde en développement. Le président Amadou Toumani Touré, MALI, a encouragé l'accroissement des investissements dans le secteur agricole, la réglementation du commerce et la lutte contre la spéculation sur les prix des denrées alimentaires.

Le président James Alix Michel, SEYCHELLES, a suggéré que le devoir des pays industrialisés n'est pas de fournir des aides, mais de créer les conditions propices au développement, mettant l'accent sur le transfert de technologie, le renforcement des capacités et l'accès aux marchés. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a parlé du rôle central que joue l'agriculture dans la lutte contre le changement climatique et dans la garantie de la sécurité alimentaire. Il a indiqué que la mobilisation de fonds supplémentaires pour la sécurité alimentaire doit être un des principaux résultats à Copenhague, et a souligné l'engagement pris récemment par l'UE, lors du sommet du G8 à l'Aquila.

Maud Olofsson, vice-premier ministre de SUEDE, pays qui assure actuellement la présidence de l'Union européenne (UE), a déclaré que l'augmentation des ressources doit aller de paire avec la bonne gouvernance. Elle s'est félicitée de la réforme du CSA, et a signalé que l'agriculture pourrait être une solution au problème des changements climatiques. Le président Bingu wa Mutharika, MALAWI, a souligné que les droits de l'homme et la primauté du droit ne sauraient être atteints si les gens ont faim. Il a appelé le secteur privé à accroître les investissements dans l'agriculture. Le vice-premier ministre, Hui Liangyu, CHINE, a souligné que se libérer de la faim est une démarche vitale pour la survie de l'homme et un droit humain fondamental

Le *Bulletin du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur de *Earth Negotiations Bulletin* © <www.iisd.org>. Ce numéro a été rédigé par Alexandra Conliffe, Andrey Vavilov, Ph.D., et Simon Wolf. Edition numérique: Diego Noguera. Version française: Mongi Gadhoun. Rédacteur en chef: Leonie Gordon <leonie@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par la FAO. L'IIDD peut être contacté au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tél: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *bulletin* sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises par e-mail à notre liste de distribution (en format HTML et PDF) et peuvent être trouvés sur le serveur WWW Linkages sur Linkages WWW-server à <<http://www.iisd.ca>>. Pour plus de précisions sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture de vos événements, contacter le directeur des Services Information de l'IIDD à <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 or 300 East 56th St., 11A, New York, New York 10022, United States of America. L'équipe de l'IIDD couvrant le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire est joignable par e-mail à <alexandra@iisd.org>.

important pour la stabilité sociale. Il a exprimé l'espoir de voir les négociations sur le climat aboutir à un résultat positif à Copenhague.

Le Premier ministre António Paulo Kassoma, ANGOLA, a présenté la stratégie pour la sécurité alimentaire, mise en place dans son pays, mettant en relief la diversification économique, l'agriculture durable, les programmes de sécurité sociale et la plate-forme intersectorielle pour l'intégration de la société civile. Sheikh Hasina Wajed, premier ministre du BANGLADESH, s'est félicitée de l'intention de renforcer la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, telle qu'exprimée dans la Déclaration du Sommet. Elle a appelé à la fourniture des fonds essentiels à la mise en œuvre de la Déclaration, et a souligné que les 20 milliards de dollars promis à l'Aquila sont encourageants, mais insuffisants. Le président Bamir Topi, ALBANIE, a souligné le besoin d'investissements dans l'infrastructure rurale pour aligner les salaires des agriculteurs sur les salaires d'autres secteurs. Le Premier ministre Sibusiso Barnabas Dlamini, SWAZILAND, a encouragé l'accroissement des investissements dans l'agriculture pour aider à résoudre le problème de l'insécurité alimentaire, et a invité les partenaires internationaux à apporter leur aide à la mise en œuvre du programme national de soutien au revenu des agriculteurs.

Le président Rupiah Bwezani Banda, ZAMBIE, a suggéré l'augmentation des investissements dans le développement rural et l'infrastructure, et le soutien des petits agriculteurs. Le président Jakaya Mrisho Kikwete, RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE, a souligné que la sécurité alimentaire est inséparable de l'agenda de l'environnement, et a appelé à la prise d'une décision positive à Copenhague. Le président Runaldo Ronald Venetiaan, SURINAM, a parlé de l'expérience réussie de son pays dans la production alimentaire, a mis en garde contre les effets du changement climatique pour la sécurité alimentaire dans les zones basses et a encouragé la recherche accélérée des conditions changeantes.

Le président François Bozize Yangouvonda, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, a déploré l'effet de la flambée des prix alimentaires sur l'agriculture, et a encouragé l'investissement privé. Le président Idriss Déby Itno, TCHAD, a mis en garde que l'absence de réponse au défi de la sécurité alimentaire peut mener à l'insécurité générale. Il s'est référé aux changements climatiques et demandé un appui pour soulager la détresse du lac Tchad. Le président Ali Bongo Ondimba, GABON, a déclaré que le flux des investissements directs étrangers doit augmenter, a mis en relief le renforcement des capacités et s'est félicité de la réforme du CSA. Le Capitaine Régent Francesco Mussone, SAINT MARIN, a fait état de la réduction des investissements agricoles enregistrée au cours des dernières années, insistant sur le rôle des marchés ouverts et du transfert de technologie pour l'inversement de cette tendance. Attirant l'attention sur l'importance des investissements agricoles, le Président Pierre Nkurunziza, BURUNDI, a souligné que des facteurs externes, comme le changement climatique et la hausse des prix du carburant, ont amené les gouvernements à ajuster les budgets pour l'agriculture. Décrivant les améliorations que son pays a réalisées grâce à une augmentation des dépenses sur l'agriculture, Luisa Dias Diogo, premier ministre du MOZAMBIQUE, a appelé à de nouvelles ressources financières pour dynamiser la production agricole et faire face aux nouveaux défis, comme le changement climatique.

Soulignant que le progrès économique des pays pauvres aura des effets positifs sur le commerce international, Abdulaziz Abdulghani, président du Conseil Shoor, YEMEN, a appelé à un mécanisme pour stimuler le transfert de technologie. Le Président Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, ILES COMORES, a affirmé que l'Afrique a la possibilité de devenir un panier à pain mondial, mais qu'elle doit améliorer l'organisation régionale, et a besoin de l'aide de la communauté internationale ainsi que de l'accès aux marchés.

Se référant à la prolifération de sommets, le vice-président Kgalema Motlanthe, AFRIQUE DU SUD, a exprimé l'espoir de voir des objectifs mesurables et des calendriers précis pour des actions concrètes être établis, et un mécanisme de suivi et un système participatif de gouvernance mondiale fondé sur la centralité de l'ONU. La première dame du SALVADOR, Vanda Guiomar Pignato, a rappelé les conséquences désastreuses de l'ouragan des dernières années, et a souligné le travail sur la prévention. Elle a insisté pour que la sécurité alimentaire et nutritionnelle soit considérée comme étant un droit légal, et l'éradication de la faim, comme étant une norme de droit international.

Ahmad Mohamed Ali, président de la Banque islamique de développement, a parlé de l'accord de la Banque avec la FAO, conclu le 15 novembre 2009 et visant à fournir 1 milliard de dollars pour le développement agricole dans les pays pauvres appartenant aux deux organismes.

Les ministres de plusieurs pays ont fait des déclarations. Elena Espinosa, ESPAGNE, a souligné l'aide accrue fournie par l'Espagne pour la sécurité alimentaire, développement agricole et rural et la nutrition. Yelena Skrynnik, FÉDERATION DE RUSSIE, a décrit le plan mis en place par son pays pour accroître considérablement les exportations de céréales. Sharad Pawar, INDE, a indiqué que l'agriculture est le moteur de croissance le plus puissant et que les investissements dans ce secteur ne devraient pas être réduits en raison de la crise financière. Ilse Aigner, ALLEMAGNE, déclaré que le développement agricole doit être conduit par les pays en développement.

Signalant que deux tiers des 20 milliards de dollars promis à l'Aquila seront livrés par l'UE, Bruno le Maire, FRANCE, a appelé à un rôle important pour le partenariat mondial en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Il a identifié trois éléments principaux : les engagements des pays en développement à œuvrer pour la réalisation de la sécurité alimentaire, une plus grande cohérence des politiques internationales relatives à la sécurité alimentaire et une meilleure expertise scientifique, livrée par des experts internationaux.

Lars Peder Brekk, NORVEGE, a déclaré qu'une production agricole à grande échelle peut augmenter la production, mais risque en même temps de favoriser le réchauffement climatique, la désertification et la dégradation des écosystèmes. Il a appelé à une approche intégrée ciblant à la fois le développement agricole, la biodiversité et le changement climatique.

TABLE RONDE 1

Cette table ronde a abordé les effets négatifs des crises alimentaire, économique et financière sur la sécurité alimentaire mondiale. Le coprésident Saïd Masri, Ministre de l'Agriculture, JORDANIE, a parlé des répercussions de la crise économique et des subventions agricoles des pays industrialisés sur les petits agriculteurs en Jordanie. La coprésidente Beverley Oda, ministre de la Coopération internationale, CANADA, a souligné que la majorité des petits exploitants agricoles sont des femmes et a souligné la nécessité de déconditionner l'aide alimentaire. Elle a souligné qu'après une crise alimentaire, les partenariats doivent passer de l'aide d'urgence au développement.

Josette Sheeran, directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, a établi une distinction entre l'indisponibilité absolue de denrées alimentaires et l'inaccessibilité des denrées alimentaires, due à des prix élevés ou à de mauvaises connexions entre agriculteurs et marchés. Elle a insisté sur la nécessité de développer des filets de sécurité alimentaire. Ajay Vashee, Farming First, a souligné que les gouvernements doivent investir dans l'agriculture des petits exploitants et les marchés alimentaires locaux. Il a indiqué que l'aide doit être acheminée, en partie, par les organisations agricoles. Ajay a souligné par ailleurs que les capacités en matière de production agricole existent et dans les pays industrialisés et dans les pays en développement.

Koos Richelle, Directeur général de l'Office de coopération d'Europe Aid de la CE, a fait état d'un mauvais fonctionnement des systèmes d'alerte précoce relatifs à la sécurité alimentaire. Il a indiqué qu'une meilleure information statistique est nécessaire pour la détermination des pays nécessiteux ainsi que des mesures nécessaires à prendre. Amit Roy, président-directeur général, Centre international pour la fertilité des sols et du développement agricole, a déclaré que la sécurité alimentaire peut être, pour les petits agriculteurs, l'occasion d'accéder aux marchés. Il a souligné l'importance de l'accès aux données et aux intrants de marché, notamment, les engrais.

Les ministres et les délégués participant à la table ronde ont débattu, entre autres : de la crise alimentaire, de la crise d'accès, de la causalité entre les crises financière, économique, climatique et alimentaire, des réformes commerciales, de la planification au niveau national, des partenariats publics-privés et des pertes après récolte.